



ROYAUME DU MAROC
Secrétariat d'Etat auprès du Ministère de l'Energie, des Mines,
de l'Eau et de l'Environnement
-----◆◆◆-----
Département de l'Environnement
-----◆◆◆-----
Direction des Etudes, de la Planification et de la Prospective



Rapport de la réunion

Sur

**« Les échanges d'informations environnementales et les
mécanismes de reporting en Méditerranée »**
15 octobre 2008-Rabat

1. Contexte

L'Observatoire National de l'Environnement du Maroc (ONEM)¹, a développé en collaboration avec l'Unité Régionale de Gestion et de Suivi (RMSU) du SMAP², sa section nationale de la Clearing House³, portail méditerranéen relatif à l'échange d'information en matière d'environnement et du développement durable en ligne <http://smap.ew.eea.europa.eu/>.

Suite aux recommandations issues de l'atelier régional sur « **les échanges des connaissances et des informations environnementales en Méditerranée** » tenu à Rome en décembre 2007, les participants ont mis en évidence que la composante « Suivi, reporting et recherche » de l'initiative Horizon 2020 pourrait représenter le cadre approprié pour la poursuite de l'initiative de la Clearing House.

En réponse, la RMSU du SMAP a planifié pour 2008 des réunions ciblées au niveau national dans les pays intéressés du Sud et de l'Est de la Méditerranée pour introduire les opportunités offertes par les initiatives et les programmes inter gouvernementaux en cours (en particulier Horizon 2020) pour les échanges d'informations environnementales et les mécanismes de « reporting » au niveau régional, national et local.

La Direction des Etudes, de la planification et de la prospective du a manifesté son intérêt et en collaboration avec l'Unité de Soutien et de Gestion (RMSU) du SMAP a organisé une réunion sur « **Les échanges d'informations environnementales et les mécanismes de reporting en Méditerranée** » le 15 octobre 2008 au siège du Ministère de l'Energie et des Mines, de l'Eau et de l'Environnement.

2. Objectifs de la réunion:

Cette réunion avait pour but de :

- rassembler des représentants des administrations et organisations nationales impliquées dans les activités de reporting international pour l'environnement et le développement durable afin qu'ils présentent leurs expériences dans le domaine des échanges et de gestion des informations environnementales ;
- échanger leurs vues sur les points de force et de faiblesse existants au niveau national sur les échanges d'informations environnementales, les contraintes institutionnelles et légales à satisfaire et les nécessités de renforcement de capacités au niveau national, en tenant compte des opportunités et des processus récents établis dans le cadre de programmes et d'initiatives intergouvernementales, en particulier Horizon 2020 et les activités entreprises par l'AEE et les centres d'activités du PAM dans ce cadre.

Des rencontres préparatoires ont été organisées avec les principaux participants afin de présenter le projet dans ses grandes lignes et les objectifs de la réunion et recueillir des informations sur la gestion des données environnementales dans le cadre de leurs tâches institutionnelles.

¹ Département de l'Environnement Direction des Etudes, de la planification et de la prospective du Département de l'Environnement du Secrétariat auprès du Ministère de l'Energie, des Mines, de l'Eau et de l'Environnement

² Le projet RMSU du SMAP (2003-2008) est financé par EuropeAid suite à une procédure d'appel d'offres de la CE. Il est co-géré par l'Institut Italien pour la Protection et la Recherche Environnementales – ISPRA (ex- APAT, Agence Italienne pour la Protection de l'Environnement et les Services Techniques) et l'Institut Finlandais pour l'Environnement (SYKE).

³ La Clearing House du SMAP est une composante du projet SMAP RMSU.

3. Organisation de la réunion :

Cette réunion s'est déroulée en deux parties :

- La première partie a été consacrée à la présentation de :
 - la composante « évaluation et suivi » de l'initiative Horizon 2020 et quelques exemples de mécanismes et systèmes européens d'informations environnementales, notamment **le ReportNet** qui est un système développé par AEE qui permet la simplification de la collecte, d'échange et d'utilisation des données et informations en Europe;
 - des exemples de systèmes régionaux, notamment CHM sur la biodiversité et le Système Euro-méditerranéen d'Information sur les savoir-faire dans le Domaine de l'Eau (SEMIDE), en privilégiant les perspectives nationales.
- La deuxième partie a été dédiée à la table ronde dont l'objectif était de discuter des :
 - capacités et compétences nationales existantes pour répondre aux demandes internationales et régionales d'échanges d'information et de reporting (CDB, CNULCD, CCNUCC, Convention de Barcelone, Medstat, SEMIDE) ;
 - points de force et de faiblesse des systèmes d'informations environnementales nationales;
 - cadre législatif existant, contraintes institutionnelle, organisationnelle, technique et humaine et autres carences à combler afin de répondre aux demandes de reporting international et régional ; et
 - bénéfices possibles pour les activités nationales de reporting qui peuvent dériver de mécanismes d'échanges d'informations cohérents et rationalisés au niveau régional afin de préserver et d'améliorer la qualité et la disponibilité des informations requises par la politique environnementale.

21 personnes ont pris part à cette réunion:

- Une représentante de la Direction de la Statistique (Point focal MedStat);
- Un représentant du Secrétariat de l'Eau (Point focal SEMIDE) ;
- Une représentante de la Fondation Mohammed VI pour la Protection de l'Environnement ;
- 9 cadres du Ministère de l'Energie et des Mines, de l'Eau et de l'Environnement (MEMEE) / Département de l'Environnement (DPE);
- 6 cadres de l'Observatoire National de l'Environnement du Maroc /DPE/MEMEE;
- Un représentant de l'AEE (Agence Européenne pour l'Environnement) ;
- Un expert de la SMAP RMSU (Unité Régionale de gestion et de support au SMAP) ;

4. Ouverture

La séance d'ouverture a été présidée par **Mr Abdellah Rattal**, Chef de la Division de la Planification et de Prospective -DEP, qui a souhaité la bienvenue aux différents participants qui ont répondu favorablement à l'invitation de la Direction. Un remerciement a été adressé également à Madame **Monique Viel**, Coordonnateur Régional de la RMSU du SMAP, et Monsieur **Giuseppe Aristei**, de l'Agence Européenne pour l'Environnement **AEE**.

Il a souligné en outre l'importance de l'échange d'informations aussi bien au niveau national qu'international. Cette initiative, a-t-il précisé, entre dans les soucis actuels du Département puisqu'elle a été traduite par l'élaboration d'un projet de loi

relative au droit du public à l'accès à l'information - actuellement au SGG (Secrétariat Générale de Gouvernement) - et ce, pour faciliter l'échange entre les organisations compétentes.

Il a aussi annoncé que le 13 octobre 2008, l'Union Européenne a accordé au Maroc un statut avancé permettant de renforcer la coopération entre le Maroc et tous les pays européens, aussi dans le domaine de l'environnement.

5. Synthèse des présentations

La première présentation a été faite par Madame **Monique Viel**, Coordonnateur Régional du SMAP/RMSU qui a remercié le département pour les efforts effectués dans l'élaboration de la section nationale et aussi pour l'organisation de cette réunion. Elle a introduit ensuite le contexte du projet SMAP RMSU, le développement de la Clearing House du SMAP avec les pays, sa structure et son contenu, et les principaux objectifs de la réunion.

La deuxième présentation a été faite par **M. Giuseppe Aristei**, AEE.

Son intervention a été axée sur l'initiative européenne Horizon 2020 dont l'objectif est de réduire sensiblement la pollution de la Méditerranée d'ici à 2020 et la composante « suivi, évaluation et recherche » coordonnée par l'AEE. Les actions prévues pour cette composante sont:

- Renforcement du réseau de coopération, en coopération avec les partenaires compétents (pays, centres de recherche, NGOs, Group des 4 [DG Environment, Eurostat, JRC, EEA], bureaux nationaux de statistique, réseau de la Convention de Barcelone, en particulier les Centres d'Activités Régionales (CAR), Eionet, Centres Thématiques Nationaux (CTN)/Centres de Références Nationales – CRN, etc.)
- Mise en place d'un système d'information en s'appuyant sur les initiatives existantes ou en cours (SEIS⁴, Reportnet, INSPIRE⁵, Medstat, SMAP CH)
- Mise en place d'une méthode et d'un cadre cohérents pour des analyses régulières fondées sur des indicateurs, notamment un « tableau de bord » permettant de comparer et d'évaluer les progrès accomplis.

Il a informé que la première réunion du sous- groupe « Suivi, évaluation et recherche » a été tenue à Athènes (10 - 11 octobre 2008), et que Mme Bennani, ONEM, a participé pour le Maroc. 3 groupes de travail ont été proposés dans ce cadre : le Groupe 1, devrait travailler au projet pilote pour le rapport bisannuel et les « scorecards » (le Maroc et la Tunisie se sont proposés pour participer au travaux), le Groupe 2 devrait travailler au développement d'un indicateur environnemental composé pour la Méditerranée ; le Groupe 3 se chargerait de la composante « recherche » pour Horizon 2020.

Il a introduit les grandes lignes du projet qui sera coordonné par AEE. Ce projet aura une durée de 4 ans (2009-2012) avec un budget de 2,5 millions € et sera financé par EuropeAid dans le cadre de la Politique Européenne de voisinage (ENP), en support au travaux de la composante « suivi, évaluation et recherche » de l'initiative Horizon 2020 (par exemple *production d'indicateurs pour le suivi et première expérimentation, renforcement des capacités des pays dans le domaine des échanges d'information et la mise en place d'un système d'informations partagées pour la Méditerranée (SEIS) sur les thèmes principaux d'Horizon 2020 - eaux usées, déchets, émissions industrielles*).

⁴ COM(2008) 46 final - "Towards a Shared Environmental Information System (SEIS)"

⁵ Directive 2007/2/CE 14 March 2007 du 14 mars 2007 établissant une infrastructure d'information géographique dans la Communauté européenne (INSPIRE)

Dans la deuxième partie de son exposé, il a présenté plus en détail l'AEE, ses objectifs et son réseau qui comprend 32 pays (27 pays de l'Union Européenne, la Suisse, le Norvège, l'Islande, la Turquie et le Lichtenstein), et 5 centres thématiques (Air et changement climatique ; biodiversité; environnement terrestre; ressources naturelles et gestion des déchets, eau). <http://www.eea.europa.eu/about-us/countries-and-eionet>.

En conclusion, il a introduit le « ReportNet » et ses principales composantes à savoir : la base de données sur les obligations de reporting, le dictionnaire des données, le module d'échanges de données, le répertoire du réseau EIONET. Il a terminé en mentionnant que Med-reportNet, une version préliminaire et démonstrative de ReportNet pour les pays de la Méditerranée est accessible dans la Clearing House du SMAP. Elle contient un exemple de reporting/ instruments pour la convention de Barcelone.

La troisième présentation a été donnée par **Monsieur Ahmed SKIM**, Point focal du SEMIDE dont il a illustré en détail le rôle et les principales missions notamment :

- faciliter l'accès à l'information ;
- développer la mise en commun d'information ;
- développer des produits communs et des programmes de coopération.

L'organisation du SEMIDE est basée sur deux niveaux administratif et fonctionnel. Le niveau administratif est constitué d'un Comité Directeur et de Coordination tandis que le niveau fonctionnel il inclut les points focaux Nationaux et l'unité technique. Puis il a mis l'accent sur le Point Focal National (PFN), son organisation, ses programmes de travail et enfin ses apports en relation avec le SEMIDE qui sont :

- publication et mise à jour du site Web du PFN ;
- traduction du contenu ;
- enquête sur les besoins des utilisateurs ;
- sensibilisation et promotion ;
- formation et assistance technique ;
- participation aux activités du SEMIDE.

A la fin de sa communication Monsieur SKIM a présenté le Système National d'Information de l'Eau qui est en phase de mise en œuvre (prévue sur 24 mois), son contexte et ses objectifs. Le système est conçu avec une architecture décentralisée et est basée sur le web (avec accès publique et privé). 50% du financement global est assuré dans le cadre du compte d'affectation spéciale intitulé Fonds de Modernisation de l'Administration Publique (FOMAP) pour l'exercice budgétaire 2009.

La quatrième communication a été présentée par **Monsieur Hassan FALAKI**, point focal du CHM-Maroc. Il a introduit le rôle, les missions et le cadre général de la création du Centre d'Echange d'Information sur la Biodiversité CHM-Maroc.

Les objectifs de la création du Centre d'Echange d'Information sur la Biodiversité CHM-Maroc sont :

- diffuser l'état d'avancement de la mise en œuvre de la CDB.
- faciliter la communication, la coopération et la collaboration et l'échange d'information tant au niveau national que régional et international.
- mettre en exergue les richesses et les efforts déployés dans le domaine de la biodiversité.

Tandis que ses avantages sont :

- fournir des données facilitant la prise de décision ;
- favoriser un accès plus rapide aux connaissances existantes ;

- encourager la communication technique et scientifique ;
- collecter de nouvelles informations sur la biodiversité ;
- contribuer à une mise en œuvre plus efficace de la Convention.

Il a également expliqué les difficultés rencontrées: l'accès à l'information, la mise à jour, les moyens techniques et l'absence d'une stratégie et d'un plan d'action national.

A la fin Monsieur KALAKI a conclu sa communication par la présentation des besoins et les perspectives du CHM-Maroc qui peuvent être résumées comme suit :

- Renforcement de la coopération avec les partenaires particulièrement la Belgique et les pays arabes (cadre de la ligue arabe) ;
- création des bases de données ;
- activation de la participation des partenaires potentiels locaux à la gestion du CHM ;
- création des CHM locaux ;
- traduction du CHM national de l'anglais à l'arabe ;
- utilisation des nouvelles technologies d'information.

6. Table ronde

Les échanges de vues qui ont eu lieu peuvent être résumés en divisant les remarques qui touchent principalement le niveau national de celles qui concernent plutôt les actions/activités régionales.

• Le niveau National

- Au Maroc, il existe au sein du MEMEE (Ministère de l'Énergie, des Mines, de l'Eau et de l'Environnement) et aussi chez ses partenaires (Direction de la statistique, Haut commissariat aux eaux et forêts, direction de l'aménagement du territoire, etc.) une richesse informationnelle non négligeable qu'il faudrait valoriser dans la perspective de répondre en matière de reporting aussi bien aux demandes internationales que nationales et sub-nationales ;
- Il existe de nombreuses bases de données sectorielles gérées par les départements ou secteurs mais il n'existe pas aujourd'hui au niveau du Département de l'Environnement un Système d'Informations environnementales s.s.
- La phase conceptuelle d'un projet de SI environnementale est en cours. Ce système devra être développé de manière à intégrer /relier les différents Systèmes d'Informations régionaux prévus dans le futur.
- Le développement d'un Système d'Information partagé au niveau Méditerranéen dans le cadre d'Horizon 2020 devrait être accompagné de mesures de renforcement des capacités de manière à aider le Maroc à migrer l'existant vers un système partagé qui servira de support entre autre à l'élaboration du rapport sur l'Etat de l'environnement ;
- Manque d'un cadre réglementaire qui formalise la collecte et l'échange d'informations et de données entre les producteurs et les utilisateurs. Actuellement, le Maroc dispose d'un projet de loi relative au droit du public à l'accès à l'information environnementale et à la prise de décision dans le domaine de l'Environnement au qui en cours d'étude au Secrétariat Générale de Gouvernement ;
- Nécessité d'instaurer un cadre institutionnel pour assurer la durabilité des systèmes d'informations (eau, environnement). Ce cadre devrait définir les tâches et les responsabilités de chacune des parties prenantes. Il devrait être

accompagné par des conventions et des protocoles d'échanges signés afin de définir les tâches et les responsabilités à l'échelle nationale et locale (cas des agences de bassin, des observatoires régionaux, etc.). Ce modèle est actuellement suivi pour la construction du Système National d'Information sur l'Eau.

- La Direction de la Statistique (Haut Commissariat au Plan) doit être un partenaire privilégié dans la construction des systèmes d'informations sur les thèmes touchant l'environnement.

- **Niveau régional (Méditerranéen)**

- Le Système d'informations environnementales partagées (SEIS - Shared Environmental Information system) présenté par l'AEE a été considéré par les participants comme un cadre général cohérent et actualisé dans lequel initier la mise en place d'un système d'information national ayant des relais aux niveaux régional et local ;
- En améliorant les mécanismes de collecte, d'échange et d'utilisation des données, le SEIS pourrait offrir au Maroc une exploitation efficace des données environnementales disponibles, ainsi qu'une réduction significative des coûts pour les utilisateurs ;
- L'expérience acquise par les pays par leur participation à la Clearing House du SMAP – construite sur une plate-forme/logiciel mise à disposition par l'AEE - et les informations déjà répertoriées et organisées dans la CH constituent également un point de départ valide pour le partage des informations en Méditerranée;
- Faire évoluer **l'échange d'informations** à **l'échange de données sur l'environnement**. Cela implique le renforcement des liens avec les systèmes d'échange de données existantes et la nécessité de formaliser les relations entre les différents acteurs fournisseurs et utilisateurs de données ;
- Créer une plate-forme d'échanges de données et rapports en Méditerranée sur le modèle de « Med-ReportNet » peut faciliter et encourager la concertation avec les différents points focaux nationaux chargés d'élaborer les rapports aux obligations internationales et régionales.

Il a été discuté à la fin de la réunion comment serait-il possible de définir des actions concrètes de support au Département de l'Environnement dans le cadre du futur projet ENP qui sera géré par l'AEE.

Il a été proposé que l'ONEM développe en concertation avec l'AEE une fiche proposant une liste d'actions qui constitueraient les axes de coopération futures, entre autre pour l'instauration d'un système national d'échange d'informations et de données.

En conclusion, Mme Bourous, Mme Viel et M. Aristei ont remercié tous les participants pour leurs contributions actives et utiles au débat.

Liste de la documentation distribuée :

- brochure du projet SMAP RMSU et SMAP Clearing House toolkit
- brochure en Français et en arabe de la Clearing House du SMAP
- brochure de la CHM_ Maroc Biodiversité
- version finale du projet de loi relative au droit du public à l'accès et à la prise de décision dans le domaine de l'environnement.

Annexe 1 :

Agenda

9h - 9h 10	Introduction des objectifs de la réunion par Monsieur Rattal chef de la Division de la Planification et de la Prospective.
9h 10 -9h 30	Introduction de la Clearing house du SMAP et des objectifs de la table ronde par Mme Monique Viel, RMSU du SMAP.
9h 30 - 10h	La composante « évaluation et suivi » de l'initiative Horizon 2020– par M. Giuseppe Aresti, de l'Agence Européenne pour l'Environnement (AEE)
10h - 10h15	Pause café
10h15 - 10h 45	Présentation de la composante ReportNet et autres systèmes européens de reporting adaptable à la Méditerranée par M.Giuseppe Aresti, de l'AEE.
10h 45- 11h	Présentation du Système Euro-méditerranéen d'Information sur les savoir-faire dans le Domaine de l'Eau par Mr.Mohamed SKIM : Point focal du SEMIDE.
11h - 11h 15	Présentation du portail du CHM sur la biodiversité par M. Hassan FALAKI : Point focal du CHM sur la Biodiversité
11h15 - 12h30	Table ronde : <ul style="list-style-type: none"> ✓ Capacités et compétences nationales existantes pour répondre aux demandes internationales et régionales d'échanges d'information et de reporting (CDB, CNULCD, CCNUCC, Convention de Barcelone, Medstat, SEMIDE) ✓ Points de force et de faiblesse des systèmes d'informations environnementales nationales ✓ Cadre législatif existant, contraintes institutionnelle, organisationnelle, technique et humaine et autres carences à combler afin de répondre aux demandes de reporting international et régional ✓ Bénéfices possibles pour les activités nationales de reporting qui peuvent dériver de mécanismes d'échanges d'informations cohérents et rationalisés au niveau régional (Méditerranéen).

Annexe 2 :

Liste des participants

Nom et Prénom	Fonction	Organisme	Tel/Fax	E-mail
BEGDOURI Mokhtar	Adm. Principal	SBDE/ONEM/DE/SEEE	+213 (0)66629882	begdourimokhtar@yahoo.fr
BENBI Tarik	Ingénieur Principal	CIEDE/DE/SEEE	+213 (0) 61326356	Tarken10@yahoo.fr
BENDEHBI Mustapha	Ing d'Etat service Changement Climatique	SCC/SEEE		m_bendehbi@yahoo.fr
BENNANI Aziza	Point focal nat. du Plan Bleu	DEPP/ONEM/DE/SEEE	+213 (0)6 0243065	azizabennani@yahoo.fr
BENZAHRHA Mouhamed	Chef de service des conventions	DRC/DR/SEEE	+213 (0)37 570604	benzahramohammed@yahoo.fr
BOUROUS Saida	Administrateur	DEPP/ONEM/SEEE	+213 (0)62448757 +213 (0)37570645	S_bourous@yahoo.fr
CHIKHI Amina	Statisticien Economiste	Direction de la Statistique/HCP	+213 (0)61305415	Achikhi05@yahoo.fr
EL JAI Saida	Administrateur	DPCC/SEEE	+213 (0)61088871	Jasmin33332001@yahoo.fr
EL M'GHAZLI Lotfi	Administrateur	ONEM/SEEE Administrateur de la section national au sein du SMAP/RMSU	+213 (0)63024401	Lotfi_el@yahoo.fr
FALAKI Hassen	PFN/CHM	Cellule Biodiversité /SEEE	+213 (0)61803801	Hassenfalaki@yahoo.fr
FATINE Najia	Chargée des programmes	Fondation Mohamed VI pour la Protection de l'Environnement FMGE	+213 (0)61052710	nfatine@fm6e.gov najia.fatine@gmail.com
GARDI Khadija	Administrateur	DSPR/SEEE	+213 (0)37570656	G_khadija@yahoo.fr
KRIEM Soukaina	Administrateur	ONEM/SEEE		Soukaina_kr@yahoo.fr
MADBOUHI Mostafa	Point focal nat. CHM Biodiv	Cellule Biodiversité/SEEE	+213 (0)66300451	mostamad@yahoo.fr
SKIM Ahmed	Chef de division et point focal du SEMIDE	DGH/SEEE	+213 (0)37779032	Skim@water.gov.ma
RATTAL Abdellah	Chef de la Division de la Planification et de Prospective	DEP/SEEE		
TERHAZ Mustafa	Chef de la Division de la Surveillance et de la Recherche. Point Focal du MED-POL	DSPR/SEEE		
YOUSRY Samir	Administrateur	DSPR/SEEE	+213 (0)65084350	sayousry@yahoo.fr

ZOUBAIR Nawal	Ing. SETAT	ONEM/SEEE		n_zoubair@yahoo.fr
ARISTEI Giuseppe	Expert National	AEE _Agence Européenne pour l'Environnement	+45 33367109	Giuseppe.aristei@eea.europa.eu
VIEL Monique	Env. Information & Regional Coordination	SMAP RMSU	+39 06 5007 4555 Fax:+39 06 5007 4276	monique.viel@apat.it

Abréviations :

DEPP : Direction des Etudes, de la planification et de la prospective

DGH : Direction Générale de l'Hydraulique

HCP ; Haut Commissariat au Plan

MEMEE : Ministère de l'Energie, des Mines, de l'Eau et de l'Environnement

ONEM : Observatoire National de l'Environnement du Maroc

SEEE : Secrétariat pour l'Eau et de l'Environnement



General Commission for
Environmental Affairs
(GCEA)

Report of the national meeting on “Environmental Information Exchange and Reporting Mechanisms in the Mediterranean”

**General Commission for Environmental Affairs, Damascus, Syria
13 October 2008**

1. Rationale of the meeting

The 2008 workplan of the SMAP Regional Management and Support Unit, a project funded by the EC and co-lead by the Italian Environment Protection Agency (APAT) and the Finnish Environment Institute (SYKE), includes the organisation of targeted half-day meetings in interested Southern and Eastern Mediterranean Countries on “Environmental Information Exchange and Reporting Mechanisms in the Mediterranean”.

These meetings, building on the SMAP Clearing House activities in the country, aim to bring together small groups of experts representing national organizations/departments involved in international environmental and sustainable development reporting, in particular the Barcelona Convention and its Regional Activity Centres, as well as the contact persons for Horizon 2020, MEDSTAT II Environment and EMWIS.

The main goal of the meeting is to increase dialogue at the national level on environmental information exchange, building on the SMAP Clearing House experience and taking into account existing requirements, recent processes and opportunities within established inter-governmental programmes and initiatives, particularly Horizon 2020 and the related activities undertaken by the European Environment Agency (EEA) and the Regional Activity Centres of the UNEP/MAP.

2. Agenda and participants

The meeting was organised in four parts:

- ▶ In the first part, the “monitoring and reporting component” of the Horizon 2020 initiative was presented along with the Syrian experience with the SMAP Clearing House and two examples of Mediterranean extensions of European reporting mechanisms and information systems: Med-ReportNet and MEDSTAT-SAM/MIS.
- ▶ In the second part, existing national environmental information systems and other environmental information management initiatives in Syria were presented underlining the positive achievements and indicating the institutional, organizational, technical and human constraints encountered during their development and maintaining
- ▶ In the round table, the participants summarised the lessons learned from the experiences presented, analysed the issues highlighted and discussed how to address them, trying to identify the possible benefits for the national reporting activities to be derived from more coherent and streamlined regional information exchange mechanisms.
- ▶ In the last part, the pollution reduction component of the Horizon 2020 initiative was presented along with the financing mechanisms accessible to Syrian entities.

16 participants attended the meeting:

- ▶ 9 from the General Commission for Environmental Affairs (GCEA)
- ▶ 2 from the Central Bureau of Statistics

- ▶ 2 from the Environmental Studies Centre
- ▶ 2 from the European Commission
- ▶ 1 from the SMAP RMSU project

The Agenda, the list of participants and the presentations made are available for download on the SMAP Clearing House: http://smap.ew.eea.europa.eu/about/regional-and-national-workshops-smap-clearing/copy_of_national_meeting_environmental_information

4. Main report

The meeting was chaired by **Eng. Sonia Afesa**, Head of International Relations Department at the General Commission for Environmental Affairs.

4.1 Part 1: the regional context

Eng. Sonia Afesa opened the meeting thanking all the participants and welcoming this event as an excellent opportunity to discuss environmental information exchange issues in the light of the national experiences in this field, and of the recent international developments on information exchange mechanisms and tools.

She recalled the SMAP activities in Syria and, in particular, the implementation of the Syrian folder of the SMAP Clearing House. She highlighted the objectives of the meeting, and in particular, the need to develop a shared view, among the main environmental reporting actors in the country, of the national context, of the ongoing activities and the opportunities offered by the Euro-Mediterranean cooperation programmes on this subject.

Eng. Alessandro Candeloro, SMAP RMSU Information Manager, thanked Eng. Sonia Afesa and Eng. Shaka Al Soleiman for their support in organising the meeting. Eng. Candeloro introduced the framework of the SMAP RMSU project. He summarised the development process of the SMAP Clearing House, highlighting the four components of this regional environmental information exchange mechanism: the web Portal, the expert Network, the Information collected and made available on the Portal, the Coordination role of the SMAP RMSU. He also mentioned the possible follow up to the SMAP Clearing House initiative in the framework of the “monitoring and reporting component” of the Horizon 2020” which is coordinated by the European Environment Agency (EEA), as highlighted in the recommendations of the SMAP-RMSU Regional Workshop on “Environmental Knowledge and Information Exchange in the Mediterranean” held in Rome in December 2007. Eng. Candeloro also summarised the main outcomes of the first two national meetings on “Environmental Information Exchange and Reporting Mechanisms in the Mediterranean”, which were organised in Tunisia and Egypt.

Ms. Joanna Fiedler, EC DG Environment Policy officer for Syria, presented the main aspects of the “monitoring, reporting and research component” of the Horizon 2020 initiative. She explained the Horizon 2020 mandate for review and monitoring:

- ▶ Defining actions and activities in collaboration with a network of relevant partners from the region (countries, research centres, NGOs, UNEP/MAP network)
- ▶ Streamlining existing information systems & infrastructures towards a coherent regional reporting system
- ▶ Designing a coherent indicator process and framework for regular indicator-based analyses, including a scorecard for comparing and evaluating progresses in implementing the initiative.

Ms. Fiedler highlighted the potential links between the SMAP Clearing House framework and these three activity lines and mentioned "Med-ReportNet", the proposed

Mediterranean adaptation of the European environmental reporting system "Reportnet", as a possible first step towards a "coherent regional reporting system".

She summarised the main results of the first meetings of the H2020 steering committee and of the monitoring, reporting and research subgroup. Ms. Fiedler also briefly mentioned the main activity lines proposed by the EEA for 2009 to support the establishment of MedReportNet in the Mediterranean region.

Eng. Alessandro Candeloro, SMAP RMSU Information Manager, described the main aspects of the European Environment Information and Observation Network - Eionet - and introduced the main components of Report-Net, the IT infrastructure of the European Environmental Information System: the reporting obligations database, the data dictionary, the data exchange modules, the directory, the content registry, the central data repository and the data services.

Eng. Candeloro introduced the Med-ReportNet trial, installed by the EEA on the SMAP Clearing House in view of extending the European Report-Net to the Mediterranean Partner Countries. The trial is to be customized to the Mediterranean context and to the reporting requirements of the Barcelona Convention, MSSD and Horizon 2020. He presented the main steps of a standard data upload procedure on Med-Reportnet based on a reporting requirement of the Barcelona Convention.

Eng. Shaka Al Soleiman, IT Manager, GCEA, and National Administrator of the SMAP Clearing House, presented the Syrian experience with the implementation of the national folder of the SMAP Clearing House. He described the approach adopted during the development activities, and summarised the current content of the Syrian folder. Eng. Al Soleiman highlighted the good results achieved and the opportunity provided by this initiative, to start a dialogue on environmental information sharing within GCEA and with other national institutions.

Mr. Ihsan Amer, Director of the Economic Statistics Dpt. in the Central Bureau of Statistics (CBS), National Coordinator of MedStat II Environment, introduced the CBS as the national body officially mandated to produce and make available statistical data. CBS was established in 1968 and reports directly to the Prime Minister.

Mr. Amer presented the MedStat Programme which aimed to monitor the implementation of the EuroMediterranean Partnership and to assist the related decision making processes by providing comparative data related to all economic sectors. The programme started in 1996. In the phase II of the programme, CBS actively participated to the training and technical assistance initiatives for the development of the national statistical information system.

The programme approach was based on the European statistical methodologies; however the state of the art of the national statistics sector was widely taken into account. MedStat worked a lot on the development of the comparability between the European and the national statistical methods.

The overall benefit provided by the MedStat programme is the improvement of the quality of data provided by the national statistical bodies, in terms of update, relevancy and reliability. This was achieved also through an improved cooperation among the different national institutions. CBS involved in the programme all data producers in other Directorates, Ministries and Commissions.

Under MedStat II Environment, which was launched in 2003, the Environmental Statistics Department of CBS collaborated with the Ministry of the Environment and GCEA. Questionnaires based surveys were jointly done in particular on municipal solid waste, waste water and medical waste.

Eng. Mohammad Al-Kadri, CBS IT Manager, illustrated the more recent developments concerning the technical aspects of data sharing in the MedStat II programme. The new information system SAM/MIS, implemented by EUROSTAT and extended to the MedStat

II partner countries, allows easy collection, validation and exchange of information among the various programme partners. The system in Syria is in the testing phase.

4.2 Part 2: the national environmental information initiatives and systems

Mr. Belal Al Hayek, National Focal Point of the Biosafety Clearing House (BCH), presented the national BCH portal, currently in the trial phase. The Syrian BCH was set up in the framework of the activities of the Cartagena Protocol on Biosafety to facilitate the exchange of scientific, technical, environmental, legal and capacity building information on Living Modified Organisms (LMOs) and assist the national stakeholders (from both the public and the private sector) to better act in accordance with the requirements of the Protocol.

The Secretariat of the Convention on Biological Diversity (CBD) provided support to the GCEA for the design of the Portal which is ready to exchange information with other national and regional Biosafety Clearing House Portals.

Eng. Shaka AlSoleiman, IT Manager, GCEA, presented the different components of the national Environmental Information System (EIS):

- The Environmental Information Network, the IT infrastructure of the EIS, covering three levels: local area network, wide area network and internet,
- The Syrian – Hazardous Substances Information Management System (SY – HSIMS), developed, with the support of the Swiss Agency for Development and Cooperation, in the framework of the national activities under the Basel Convention on the Control of Transboundary Movements of Hazardous Waste and their disposal. The system is currently being populated by the various stakeholder institutions: Ministry of Local Administration and the Environment, Ministry of Industry, Ministry of Health, Ministry of Agriculture, and General Directorate of Customs.
- The POPs Information System, developed with GEF funds, in the framework of the national activities under the Stockholm Convention on Persistent Organic Pollutants (POPs). The system will contain an inventory of POPs in Syria and will provide the information necessary for the reporting activities to the Convention.
- An information system is being developed to support the implementation of the Rotterdam Convention on the Prior Informed Consent Procedure for certain hazardous chemicals and pesticides in international trade.
- The LABS System, which enables the reporting functions on water quality and air quality of the GCEA offices in the Syrian Governorates. Currently, data are simply transmitted from the Governorates to the Head Quarters of GCEA. Central data elaboration facilities would be needed to perform aggregated analysis of these data.
- The Follow Up System, through which the GCEA offices in the Governorates report to the Headquarters on the implementation of local environmental projects.
- The Administrative System.

Eng. AlSoleiman summarised the lessons learned from the implementation of the EIS:

- Decision makers are aware of the importance of having environmental information systems to facilitate the decision making process and they generally support these initiatives.
- External technical and financial support (JICA, SDC, UNEP-ROWA) was fundamental for implementing the systems illustrated.
- The institutional, technical and human capacities for working on environmental information matters need to be improved in GCEA.
- The implementation of these initiatives requires lot of time and effort.

- The high turn over of qualified personnel (from the public sector to the private) is jeopardising the sustainability of these initiatives
- The availability of coherent data should be improved
- A national strategy for the management of environmental data is needed to streamline all these initiatives.

He also illustrated the Regional UNEP/MAP REMPEC Information System and explained the reporting procedure to REMPEC in case of accident.

4.3 Part 3: the Round table discussion

National level

1. A lot of environmental information is produced in Syria by different projects, institutions and programmes. This information needs to be better streamlined and valorised to support decision making.
2. EU support and technical assistance could be beneficial to:
 - define approaches, methodologies and techniques to streamline environmental information at national level,
 - improve the coordination among the national environmental reporting actors,
 - identify and remove obstacles to effective environmental information exchange at national level.

In this respect the experience of other non-EU Mediterranean countries could also be valuable.

3. A six step process to improve streamlining environmental information at national level was proposed:
 - I. Make a comprehensive assessment of the available environmental data in the country and of their quality.
 - II. Define a national environmental information strategy, clearly indicating, for each environmental sector:
 - the responsibilities of the data producers, providers and users across the whole data management process;
 - the required data formats, the reporting process and the reporting tools, the indicators, and how to present these information to the final beneficiaries.

A first steps could be to define a GCEA internal environmental information strategy, which could be then progressively extended to the other national institutions and bodies. The EC support in the preparation of this strategy would be very useful.

- III. Identify a structure in GCEA to manage and implement the national environmental information strategy. This structure should be provided with a clear mandate.
- IV. Define in collaboration with the other national stakeholders a list of concrete projects for each environmental sector, and indicate their respective priority.
- V. Gather the necessary financial and technical resources, possibly by organising a meeting of the interested international donors.
- VI. Prepare a shared project based interinstitutional workplan and start its implementation

Systemic initiatives to build and consolidate the necessary capacities for all the above mentioned stages are necessary to ensure their success and their sustainability.

4. Specific actions identified during the workshop that could be implemented in the framework of the monitoring and reporting component of the Horizon 2020 initiative:
 - Designing and developing, with the EU support, a national information system on waste management based on the European experiences.
 - Formulating, with the EU support, an “internal” strategy and workplan for the management of environmental information within GCEA on the basis of the European experiences. This process should be supported by the improvement of the information management capacities of GCEA and by a clear mandate to the departments in charge of information management. This “internal” strategy could be then extended to the other Directorates of the Ministry of Local Administration and Environment and, in a third phase, to the other Ministries and national institutions and become the national environmental information strategy.
 - Strengthening the collection of data on the production of Green House Gases (GHG) from all national economic sectors to improve the national reporting capacities to the UNFCCC secretariat. This could be done on the basis of EU experiences with GHG data collection systems and methods and through the EU support and advice.

Regional level

1. Building the necessary capacities in Syria to effectively contribute to the international environmental reporting mechanisms is a priority issue.
2. A Mediterranean information exchange mechanism and reporting system should take into account and valorise previous regional experiences, national activities and systems and other international initiatives in the same field.
3. A regional indicators process on the environment and sustainable development should take into consideration that some countries are moving the first steps, among many difficulties, in the identification of the more appropriate indicators for the national context and are trying to calculate some of these indicators on the basis of the available data. Syria is working on indicators on one side with the UNEP/MAP Blue Plan on the basis of a proposed list of 130 SD indicators and on the other side with the Arab League and UNEP on the basis of a proposed list of 82 indicators.
4. The new reporting format proposed by UNEP/MAP, although very accurate and comprehensive, didn't consider the actual availability of data in Syria. In order to have Syria using the proposed format, capacity building support is needed. Synergies between the environmental reporting activities of Horizon 2020 and UNEP/MAP would be very welcome.
5. The importance of continuing and expanding the SMAP Clearing House mechanism was also underlined, with particular reference to the regional meetings, and the networking activities.

4.4 Part 4: the other components of the Horizon 2020 initiative

Ms. Joanna Fiedler, EC DG Environment Policy officer for Syria, presented the pollution reduction component of the Horizon 2020 initiative. Ms. Fiedler summarised the aims of the initiative:

- Re-focus attention on key challenge of reducing pollution in three priority sectors, urban waste water, municipal waste and industrial emissions
- Enhance coordination between organisations and institutions to better target resources
- Working closely with UNEP/MAP and WB
- Link ongoing efforts to protect the Med to EU political framework and financial tools
- Transfer knowledge and know-how
- Mainstreaming political will and aggregating financial resources.

She introduced each of the three components of H2020 – pollution reduction, capacity building, monitoring, reporting and research - focusing on the available tools to implement them: finance, know-how, dialogue and coordination.

She indicated the possible sources of financing and illustrated in detail the features of the pollution reduction component, in particular the approach and the results of the Mediterranean Hot-Spot Identification Programme (MeHSIP). She mentioned the Syrian identified hot spots of regional importance with bankability potential and provided more details on how to leverage more funds for the Syrian potential projects.

Eng. Sonia Afesa summarised the main points raised during the meeting and thanked the participants, in particular the EC officers and the SMAP RMSU.

Ms. Joanna Fiedler and Mr. Jean-Marie Frenzt thanked all the participants for their contribution to the meeting and invited them to involve other colleagues of GCEA and of other institutions in the discussions on how to improve the streamlining of environmental information at national level and on the preparation of the possible Syrian participation to the pollution reduction component of the H2020. They reaffirmed the EC support to Syria on these important subjects, confident that progresses will be certainly made in the near future.

Documents distributed :

- Meeting announcement
- SMAP Clearing House leaflet in English and Arabic, and the CH portal CD